

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 17/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KIMBERLY CLARK SNC

Le Capitole
55 avenue des champs pierreux
92000 Nanterre

Références : UDRD.2024.04.T.241

Code AIOT : 0005800585

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2024 dans l'établissement KIMBERLY CLARK SNC implanté 8 Rue Antoine Lavoisier BP 264 76300 Sotteville-lès-Rouen. L'inspection a été annoncée le 28/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est rendue sur le site KIMBERLY CLARK de Sotteville-les-Rouen dans le cadre du récolement partiel de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2023 relatif à la mise en oeuvre d'un nouveau bassin de rétention des eaux susceptibles d'être polluées sur le site et de l'optimisation de sa station d'épuration interne.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KIMBERLY CLARK SNC
- 8 Rue Antoine Lavoisier BP 264 76300 Sotteville-lès-Rouen
- Code AIOT : 0005800585
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société KIMBERLY-CLARK exploite sur la commune de Sotteville-lès-Rouen une papeterie qui fabrique des mouchoirs en papier conditionnés en boîtes de marque Kleenex et de marques distributeurs. A ce titre, le site est classé sous le régime de l'autorisation à la rubrique 3610 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Ces activités sont visées dans l'annexe I de la directive européenne 2010/75/CE relative aux émissions industrielles dites IED. Les conclusions relatives aux meilleures techniques disponibles sont contenues dans le BREF PP (production de pâte à papier, de papier et de carton).

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 26 août 2019 et ses arrêtés préfectoraux complémentaires, notamment celui du 26 janvier 2023.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Ouvrage hydraulique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 4.2.2.	Demande d'action corrective	1 mois
2	Rétention des eaux susceptibles d'être polluées	AP Complémentaire du 26/01/2023, article 2	Demande d'action corrective	15 jours
3	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 7.6.1.	Demande d'action corrective	1 mois
5	Entretien et surveillance des réseaux de collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 4.2.3.	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Optimisation de la station d'épuration	AP Complémentaire du 26/01/2023, article 2	Sans objet
6	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 4.3.5.	Sans objet
7	Autosurveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 8.2.3.1.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a mis en œuvre le bassin de rétention des eaux susceptibles d'être polluées prescrit par l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2023. Il reste toutefois à finaliser ses modalités d'exploitation en :

- terminant l'affichage au-dessus des points d'arrêt d'urgence des pompes de relevage ;
- mettant en place un dispositif visuel permettant de vérifier que le volume disponible dans le bassin est suffisant (marquage du niveau max par exemple) ;
- terminant le réglage du niveau haut et/ou très haut qui déclenche le gyrophare et/ou la sirène du bassin ;
- définissant clairement les actions à mener en cas d'atteinte de ces niveaux ;
- transmettant à l'inspection l'ensemble des procédures destinées à garantir la disponibilité du volume nécessaire en cas d'incendie, le dispositif d'alerte et les actions à mener en cas de dysfonctionnement ou d'atteinte du niveau haut/très haut ;
- définissant un programme d'entretien et de vérification du bassin notamment de l'étanchéité et de sa propreté.

Dans la mesure où il n'existe plus qu'un seul point de rejet des eaux pluviales à l'extérieur du site, l'exploitant demande à réaliser l'autosurveillance des rejets d'eaux pluviales uniquement en sortie du bassin de rétention (bassin n°3) sus-cité. Ce point fera l'objet d'une mise à jour des prescriptions lors d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire.

Concernant l'optimisation de sa station d'épuration, l'exploitant a mis en œuvre la phase 1 consistant à l'optimisation de sa station physico-chimique existante. En phase 2, il souhaite mettre en place un traitement complémentaire permettant d'atteindre une qualité d'eau supérieure à ce que requiert la réglementation actuelle. Il propose également d'ajouter une phase 3 de réutilisation des eaux usées traitées, en relation avec l'audit d'optimisation de la gestion des eaux en cours sur le site. Compte-tenu des bons résultats obtenus grâce à l'optimisation de la STEP physico-chimique actuelle (absence de dépassement en DCO en 2023, quelques dépassements sporadiques et limités en DBO5) et de l'ambition du site d'aller au-delà de la réglementation applicable, l'inspection propose à M. le préfet d'accorder un délai supplémentaire d'un an pour la mise en place d'un traitement complémentaire sur la STEP, soit au plus tard au 31 décembre 2025. En attendant la finalisation de l'optimisation de la STEP, l'inspection demande toutefois à l'exploitant de prendre toutes les mesures organisationnelles possibles pour respecter en 2024 la valeur cible en DBO5 de 25 mg/L, en étant notamment vigilant lors des périodes d'arrêt de la machine à papier et de vidange des cuiviers.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 4.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des

<p>disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</p> <ul style="list-style-type: none"> • les secteurs collectés et les réseaux associés • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté un plan spécifique aux réseaux d'eaux pluviales. Celui-ci ne présentait pas très lisiblement l'emplacement des pompes de relevage, des vannes, du débourbeur/déshuileur et des points de rejet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant remettra à l'inspection sous 1 mois un plan des réseaux présentant de façon lisible pour les différentes qualités d'eau sur le site (notamment eau potable, eau de forage, eaux pluviales, eaux industrielles, eaux usées sanitaires, eau incendie...), l'ensemble des éléments mentionnés dans la prescription ci-dessus (y compris les points d'arrêt d'urgence des pompes de relevages).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Rétention des eaux susceptibles d'être polluées

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/01/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Capacités de rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les voiries et les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont conçus pour permettre l'écoulement des eaux polluées vers les bassins de confinement étanche aux produits collectés.</p> <p>A compter du 30 avril 2023, le site dispose d'une capacité de rétention des eaux d'extinction incendie d'au moins 3 718 m³ répartis entre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les canalisations d'eau pluviales (284 m³) ; - un bassin de rétention de 150 m³ situé au niveau de la chaufferie ; - un bassin de rétention de 300 m³ situé au niveau du parking, - un bassin mixte de rétention des eaux pluviales et incendie d'un volume de 2 984 m³ équipé d'un débourbeur, déshuileur ; - des déclencheurs d'urgence dans les zones à risque de pollution pour permettre une mise en rétention rapide de l'eau par le personnel (vanne ou arrêt de pompes de relevage).
<p>Constats :</p>

<p>L'inspection a constaté la présence des 3 bassins et du déshuileur.</p> <p>Le bassin au niveau de la chaufferie est un bassin enterré. Il se déverse dans le réseau d'eaux pluviales grâce à une pompe de relevage. Une deuxième pompe de relevage a été mise en place en secours (en remplacement d'une ancienne pompe hors service) mais n'est pas encore branchée. Les eaux se déversent ensuite de façon gravitaire jusqu'au bassin «parking».</p> <p>Les eaux de toitures, les eaux de voiries et les eaux issues du nettoyage des installations de traitement des eaux de forage (eaux issues de l'installation d'osmose inverse) se déversent également dans le bassin "parking".</p> <p>Deux pompes de relevage assurent la vidange de ce bassin vers le nouveau bassin de rétention mixte via un canal. Ce bassin est destiné à recueillir les eaux pluviales du site ainsi que les eaux susceptibles d'être polluées en cas de sinistre (déversement accidentel ou d'incendie).</p> <p>Une pompe de relevage assure ensuite l'évacuation des eaux de ce bassin vers la Seine après passage dans un débourbeur/déshuileur.</p> <p>L'exploitant a conservé l'ancienne canalisation de rejet des eaux pluviales permettant de vidanger les eaux du bassin de rétention en cas de dysfonctionnement de la pompe de relevage. Deux vannes manuelles permettent de dévier ces eaux (une vanne entre le canal et le bassin de rétention mixte et une vanne entre le canal et l'ancienne canalisation).</p> <p>L'exploitant a également installé 7 points d'arrêt d'urgence, pouvant être déclenchés par l'ensemble du personnel du site en cas de fuite ou de déversement accidentel pouvant atteindre les réseaux d'eaux du site et permettant de couper toutes les pompes de relevage du site (celles du bassin chaufferie, du bassin parking et du nouveau bassin). L'inspection a constaté la présence des points d'arrêt d'urgence près du local de stockage de produits chimiques et dans le local de la STEP. L'affichage n'est pas encore en place au-dessus ce qui rend le dispositif peu visible.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant terminera sous 15 jours l'affichage au-dessus des points d'arrêt d'urgence.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 7.6.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Organisation de l'établissement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'ensemble des installations doit être conçu, réalisé, entretenu et exploité de façon qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, de déversement direct ou indirect de matières dangereuses, toxiques ou polluantes pour l'environnement vers les égouts ou le milieu naturel.</p> <p>Une consigne définit la conduite à tenir en cas de pollution accidentelle.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le nouveau bassin étant destiné à recueillir les eaux pluviales du site ainsi que les eaux</p>

susceptibles d'être polluées en cas de sinistre (déversement accidentel ou d'incendie), l'exploitant doit s'assurer à tout moment, et quelle que soit la météo, que le bassin dispose bien d'un volume libre capable d'accueillir les eaux d'extinction en cas d'incendie.

Sur le site, le volume de rétention des eaux incendie a été défini à 1245 m³ en considérant le scénario majorant et selon les grilles techniques D9 et D9A.

Lors de la visite suite à un épisode pluvieux intense, le niveau d'eau dans le bassin était relativement haut sans qu'il ne soit possible de définir si le volume libre permettait encore de recueillir les eaux d'un incendie.

L'exploitant a indiqué qu'en cas d'atteinte d'un niveau haut sur le bassin, un gyrophare et une sirène s'allument. Cependant, ce niveau très haut n'a pas encore été défini par l'exploitant. En cas de dysfonctionnement sur la pompe de relevage destinée à vider le bassin, le gyrophare s'allume également.

L'exploitant a également le projet de mettre en place au 2e semestre 2024 un système de surveillance du niveau d'eau du bassin de rétention par le gardien lors de rondes matérialisées par des pointeaux.

L'exploitant a transmis à l'inspection sa procédure PR 35499, révisée et en cours de validation, qui traite du confinement des eaux polluées sur le site en cas de déversement accidentel ainsi que les relevés de formation du personnel au cours de l'année 2023. Le cas de la pollution des eaux lors d'un incendie n'est pas traité par cette procédure.

Par ailleurs, lors de la visite, l'inspection a constaté près du local de stockage de produits chimiques la présence d'une plaque inadaptée à l'obturation d'un avaloir d'eaux pluviales et la présence de deux avaloirs d'eaux pluviales autour de la porte du local. Les grilles de ces caniveaux étaient peintes en orange (anciennement caniveaux menant directement vers la Seine) alors que la procédure indique qu'il n'y a plus de grille de couleur orange. Aucune plaque d'obturation n'est décrite dans la procédure PR 35499 sus-citée. Dans la mesure où l'exploitant a affirmé sa volonté de circonscrire au maximum la pollution en cas de déversement, l'emplacement des avaloirs d'eau pluviale autour de la porte du local de stockage de produits chimiques, où le risque de déversement est important, ne semble pas très pertinent, d'autant plus qu'aucun dispositif adapté n'est prévu pour les obturer.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 1 mois, l'exploitant :

- mettra en place un dispositif visuel permettant de vérifier que le volume disponible dans le bassin est suffisant (marquage du niveau max par exemple);
- terminera le réglage du niveau haut et/ou très haut qui déclenche le gyrophare et/ou la sirène;
- définira clairement les actions à mener en cas d'atteinte de ces niveaux;
- transmettra à l'inspection la procédure destinée à garantir la disponibilité du volume de 1245 m³ dans le bassin de confinement, le dispositif d'alerte et les actions à mener en cas de dysfonctionnement ou d'atteinte du niveau haut/très haut ;
- fournira à l'inspection la procédure qui traite de la mise en rétention du site en cas d'incendie ou mettra à jour la procédure présentée en incluant le scénario de l'incendie.
- définira et mettra en œuvre sa stratégie de confinement des déversements accidentels aux abords du local de stockage de produits chimiques. Le cas échéant, il peindra les grilles de la bonne couleur. S'il conserve l'obturation par une plaque, il se dotera d'un matériel adapté.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Optimisation de la station d'épuration

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/01/2023, article 2	
Thème(s) : Risques chroniques, Dépassements en DCO	
Prescription contrôlée : Pour remédier aux dépassements ponctuels dans ses eaux résiduaires en DCO (Demande chimique en oxygène) en concentration et flux massique journaliers, l'exploitant met en œuvre l'amélioration du traitement de sa station d'épuration des eaux résiduaires suivant les étapes et les échéanciers suivants :	
Étapes	Échéances
Finalisation des études préalables, définition et choix de la solution technique, transmission du bon de commande à l'inspection des installations classées	Au plus tard le 30 juin 2023
Fin des travaux de phase 1 - optimisation de la station physico-chimique actuelle, notamment par la mise en œuvre d'asservissements	Au plus tard le 31 décembre 2023
Fin des travaux de phase 2 : mise en place d'un traitement complémentaire, optimisation et conformité des rejets aqueux de la papeterie (notamment en DCO en concentration et flux massiques journaliers et DBO5).	Au plus tard le 31 décembre 2024
L'exploitant établit un point de situation à l'issue de chaque étape précitée et informe l'inspection des installations classées de l'avancement et de la bonne exécution du chantier à l'issue de chacune des échéances, et ce, par l'intermédiaire d'un rapport dédié.	
Constats :	

L'exploitant a réalisé les travaux de phase 1 (optimisation de sa station d'épuration physico-chimique). Il a notamment ajouté des agitateurs dans les cuves tampon et a automatisé certaines étapes : par exemple, l'injection de coagulant est désormais asservie au débit. Il a mis en place une nouvelle cuve de coagulation qui lui permet de maîtriser et d'uniformiser la durée de contact avec l'agent coagulant. Il en résulte une meilleure qualité de flocons lors de l'ajout du floculant. Cette optimisation a eu un impact direct sur la conformité des rejets en DCO. Aucun dépassement en DCO n'a été constaté en 2023.

Concernant la DBO5, un seul dépassement de la Valeur Limité d'Émission (VLE) du site (60 mg/L) a été constaté en 2023. Le 23/08 : 111 mg/L. L'exploitant a indiqué que ce dépassement était lié à un usage excessif d'un produit utilisé pour le nettoyage de la toile de la machine à papier. L'exploitant indique avoir pris des mesures organisationnelles pour permettre un usage raisonné de ce produit, conforme à sa fiche technique et plus économe. Il a mis à disposition des opérateurs du matériel pour une préparation à la bonne dilution et des pulvérisateurs adaptés pour réduire la quantité de produit utilisée lors du nettoyage.

Pour la DBO5, une valeur cible de 25 mg/L dans les rejets doit être atteinte par le site. Elle est d'ailleurs majoritairement atteinte en 2023. En dehors de l'incident du 23/08/23, elle est dépassée à 3 reprises dans l'année, les 01/08 (30,1 mg/L), 07/09 (30,1 mg/L) et 27/12 (53,3 mg/L). L'exploitant n'ayant pas identifié ces événements comme des dépassements, dispose de moins de précisions sur leurs causes. Rétrospectivement, il a identifié un lien entre ces événements et l'arrêt de la machine à papier et une possible vidange des cuiviers pouvant entraîner un apport massif de fibres à la station d'épuration. Ces variations de DBO5 ne semblent pas pouvoir être abattues par la station physico-chimique actuelle. C'est pourquoi une phase 2, avec la mise en place d'un traitement complémentaire avait été programmée.

L'exploitant est en cours d'évaluation de deux méthodes d'abattement de la DBO5: le charbon actif et un traitement biologique MBBR (réacteur à film biologique à lit mobile). Il a envoyé des échantillons de différentes qualités d'eaux retrouvées sur le site à un laboratoire pour tester l'efficacité de ces deux méthodes. Ces essais pilotes permettront de définir à la fin du premier semestre 2024, les taux d'abattement atteignables grâce à ce traitement complémentaire.

Parallèlement, l'exploitant est accompagné par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie (AESN) pour l'atteinte d'une qualité d'eau supérieure à ce que requiert la réglementation actuelle et pour un projet de réutilisation dans le process des eaux usées traitées par la STEP, ce qui permettrait au site de consommer moins d'eau. Ces deux projets étant très liés et nécessitant des phases d'études en amont assez longues et d'importants investissements, l'exploitant demande un délai supplémentaire d'un an pour la finalisation des travaux d'optimisation de sa station d'épuration.

Compte-tenu des bons résultats obtenus grâce à l'optimisation de la STEP physico-chimique actuelle (absence de dépassement en DCO en 2023, quelques dépassements sporadiques et limités en DBO5) et de l'ambition du site d'aller au-delà de la réglementation applicable, l'inspection propose à M. le préfet d'accorder un délai supplémentaire d'un an pour la mise en place d'un traitement complémentaire sur la STEP, soit au plus tard au 31 décembre 2025. En attendant la finalisation de l'optimisation de la STEP, l'inspection demande toutefois à l'exploitant de prendre toutes les mesures organisationnelles possibles pour respecter en 2024 la valeur cible en DBO5 de 25 mg/L, en étant notamment vigilant lors des périodes d'arrêt de la machine à papier et de vidange des cuiviers.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Entretien et surveillance des réseaux de collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 4.2.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection son planning d'entretien des canalisations, des bassins déjà existants et des séparateurs d'hydrocarbures. Il n'a pas encore défini les modalités d'entretien du nouveau bassin.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que les canalisations arrivant au bassin "parking" ainsi que le bassin présentaient un dépôt conséquent sur les parois. L'exploitant a indiqué que les eaux issues du nettoyage des installations de traitement des eaux du forage étaient chargées en calcite. Il a indiqué que ces canalisations nécessitaient un entretien plus fréquent pour éviter l'obstruction. Cette fréquence d'entretien renforcé n'est pas retrouvée sur le planning présenté par l'exploitant.</p> <p>De plus, à la surface du bassin des matières flottaient. Ces matières semblent provenir de l'ancien bassin parking. Ces matières étant susceptibles d'obstruer les canalisations et les installations de traitement de l'eau du bassin, il semble nécessaire de prévoir un retrait régulier de ces matières flottantes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 1 mois, l'exploitant définira les modalités d'entretien du bassin et de vérification périodique du bassin, notamment en ce qui concerne son étanchéité et sa propreté. Il intégrera ces éléments dans son planning d'entretien et fera également apparaître dans ce planning, le nettoyage plus fréquent des canalisations susceptibles d'être obstruées en raison de la présence de calcite ou autre matière.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 4.3.5.			
Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejet des eaux pluviales			
Prescription contrôlée :			
Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejets qui présentent les caractéristiques suivantes :			
Point de rejet des eaux domestiques vers le réseau communal	Point n°1		
Point de rejet en Seine	Point n°4		
Point kilométrique du rejet en Seine	238.500		
Repérage interne	Rejet STEP	Bassin 1 (chaufferie)	Bassin 2 (parking)
Nature des effluents	Eaux du process papetier	Eaux pluviales et de toiture	Eaux pluviales et de toiture Eaux de rejet de l'osmoseur
Débit horaire maximum	60 m³/h		
Débit journalier en moyenne mensuelle	1200 m³/j		
Flux spécifique (moyenné sur 12 mois glissant)	17,5 m³/tonne de papier produit		
Traitement avant rejet	Dégrillage, floculation, coagulation, décantation		
Constats :			
L'exploitant dispose désormais d'un troisième bassin dénommé "bassin de confinement". Il convient d'ajouter ce point de rejet interne à la prescription ci-dessus. L'inspection propose à M. le Préfet de mettre à jour cette prescription à l'occasion d'un prochain arrêté préfectoral			

complémentaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Autosurveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 8.2.3.1.			
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets d'eaux pluviales			
Prescription contrôlée :			
Fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets [...]			
Rejets bassins 1 et 2			
Paramètre	Code SANDRE	Fréquence	Fréquence des mesures comparatives visées à l'article 9.1.2
pH		Trimestrielle	Annuelle
Débit		Trimestrielle (par calcul)	Annuelle
Température		Trimestrielle	Annuelle
MES	1305	Trimestrielle	Annuelle
DCO	1314	Trimestrielle	Annuelle
HCT	7009	Trimestrielle	Annuelle
Constats :			
<p>Depuis le réaménagement des réseaux, les eaux du bassin 1 "chaufferie" se déversant intégralement dans le bassin 2 "parking" qui elles mêmes se déversent intégralement dans le bassin 3 "confinement", l'exploitant demande à réaliser l'autosurveillance uniquement en sortie du bassin 3 où la qualité des eaux est représentative de la qualité des eaux réellement rejetées.</p> <p>L'inspection propose à M. le préfet d'accepter la demande de l'exploitant et d'appliquer au point de rejet bassin 3 "confinement" :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la même fréquence d'autosurveillance que celle prévue ci-dessus ; - les valeurs limites prévues pour les points de rejets bassins n°1 et 2 prévus à l'article 4.3.7. de 			

l'arrêté préfectoral sus-cité ;

Paramètre	Code SANDRE	Unité de concentration	Concentration moyenne journalière
MES	1305	mg/l	30
HCT	7009	mg/l	5
DCO	1314	mg/l	120

- l'aménagement du point de rejet conformément aux dispositions de l'article 4.3.5.1. de ce même arrêté préfectoral.

Ces prescriptions seront mises à jour à l'occasion d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Type de suites proposées : Sans suite